

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

L'EXÉCUTIF COMME MODÈLE D'INTÉGRITÉ

Servir et non pas se servir

Comment veiller à l'exemplarité de l'Exécutif dans la lutte contre la corruption ? Pour ce faire, l'Exécutif doit renforcer son autorité légale dans le respect des lois, assurer son contrôle sur la Fonction publique (en préservant l'indépendance de cette dernière) et garantir une tonalité morale à la gestion de la chose publique. L'idée de mettre en place des règles d'éthique et de bonne conduite, et de s'assurer de leur application, est essentielle.

L'Exécutif a un rôle très important à jouer comme modèle d'intégrité. Il doit manifester sans ambiguïté sa ferme volonté de fonctionner selon des normes et principes éthiques et avoir l'autorité légale et morale ainsi que le poids politique de faire appliquer ces principes dans l'ensemble de la Fonction publique. La nature des relations qu'entretiennent l'Exécutif et la Fonction publique doit être clairement définie et connue de tous, de manière à éviter les ingérences politiques dans le travail des fonctionnaires. Un ensemble de règles précises doit réglementer les conflits d'intérêts, la pratique des cadeaux officiels, ainsi que le régime d'immunités et de prérogatives dont bénéficient les membres de l'Exécutif. On attend de lui qu'il exerce son autorité sur des bases saines, en adoptant des principes et des normes éthiques stricts et qu'il réalise un contrôle sur la Fonction publique chargée de la

mise en œuvre de la politique et des programmes du gouvernement. En s'acquittant de ses multiples responsabilités, l'Exécutif doit veiller : à faire preuve d'une autorité sans ambiguïté et d'une volonté politique ferme pour assurer une gestion intégrée des affaires publiques ; à ce que ses propres actions soient légales, légitimes et absolument transparentes ; à l'indépendance des tribunaux et à l'application de leurs décisions ; à ce que les corps d'inspection et de contrôle au niveau des ministères disposent des ressources et des pouvoirs leur permettant d'accomplir leurs fonctions de manière indépendante, sans crainte ni complaisance.

On ne soulignera jamais assez le rôle dirigeant de l'Exécutif dans un Etat de droit. Un chef de gouvernement dispose d'un excellent accès aux médias et fait l'objet d'une large couverture médiatique. Il est de ce fait particulièrement



bien placé pour faire passer des messages à la population.

Par leur visibilité et la nature de leur fonction, il se trouve dans une position privilégiée pour jouer un rôle de modèle et doit veiller à adopter une conduite exemplaire, propre à inspirer ses gouvernés.

Propension à la dépense ou au copinage

Les observateurs ne sont pas toujours conscients de l'ampleur du défi auquel est confronté un chef de l'Exécutif pour diriger un Etat qui ne fonctionne pas parce

qu'il est paralysé par une corruption généralisée. Il découvrira de multiples zones vulnérables, susceptibles d'être touchées par la corruption ou d'engendrer des conflits d'intérêts et devra réformer de nombreux secteurs tels que les marchés publics et les processus de prise de décision. Dans un tel contexte, il est essentiel que le chef du gouvernement dispose de l'autorité légale et du poids politique nécessaires pour conduire un programme de réformes crédible et efficace. Une fois nommé, un chef de gouvernement devient

le centre de l'attention de la population et des médias, qui le jugent en fonction de sa propension à la dépense ou au copinage.

La tonalité morale d'un gouvernement se définit très rapidement et il est important qu'il manifeste sans ambiguïté sa volonté d'adopter un mode de fonctionnement conforme à l'éthique. Il est primordial que les membres de l'Exécutif et de la Fonction publique aient une parfaite compréhension du concept de conflit d'intérêts. Si tel n'est pas le cas, les intérêts privés vont dominer les décisions publiques et leur conférer un caractère arbitraire et vénal, contraire à l'intérêt général.

La nature des relations que les membres du gouvernement peuvent entretenir avec les fonctionnaires doit être clairement définie et connue de tous.

Le rôle des fonctionnaires est de servir le public et non les intérêts politiques du parti au pouvoir. L'Exécutif est chargé de prendre les décisions politiques (guidé, il est vrai, par les avis des fonctionnaires) que les fonctionnaires ont mission d'exécuter.

L'intégrité et la bonne conduite d'un Exécutif sont nécessaires à la prévention et la répression de la corruption. Mais sans une administration imprégnée des mêmes valeurs et fonctionnant dans leur respect, l'action de l'Exécutif restera limitée, voire vouée à l'échec...

Djilali Hadjadj

La ministre des Affaires étrangères de Suède blanchie

Le parquet anti-corruption de Suède a annoncé il y a quelques semaines avoir refermé son enquête pour corruption concernant les conditions dans lesquelles la ministre des Affaires étrangères, Margot Wallström, avait obtenu son logement auprès d'un syndicat.

L'enquête avait été ouverte en janvier 2016, après des révélations de la presse sur l'appartement loué à Stockholm par M^{me} Wallström, 61 ans, personnalité la plus en vue du gouvernement de gauche.

Le syndicat de la Fonction publique Kommunal avait permis à la ministre de se loger à un loyer correspondant à ceux plafonnés par la loi, sans attendre de nombreuses années comme les locataires ordinaires. M^{me} Wallström, qui a depuis déménagé, a plaidé la bonne foi, et le parquet n'a pas découvert de fait délictueux.

LU DANS LE SOIR D'ALGÉRIE DU 28 AOÛT 2016 400 véhicules «disparus» du parc du gouvernement algérien....

«Les services du Premier ministre peinent à récupérer pas moins de 400 véhicules de service que d'anciens ministres et hauts cadres n'ont pas restitués, alors qu'ils ne sont plus en fonction. C'est ce que révèlent des sources informées en précisant que ce phénomène ne fait que prendre de l'ampleur.» Quand j'ai lu ce «Périscoop», je me suis rappelé une drôle d'histoire (lire ci-dessous).

.... Il «oublie» de restituer 17 voitures officielles !

Cette «triste» histoire, je voulais la raconter il y a bien longtemps. Il y a un peu plus d'une

dizaine d'années, un commis de l'Etat algérien — ayant fait avec brio et compétence une grande carrière à l'international dans des organismes onusiens — fut nommé ministre dans son pays. N'ayant pas accepté ses nouvelles fonctions de gaieté de cœur, il fut témoin malgré lui de pratiques à peine croyables.

Le ministère qu'on lui avait confié avait la réputation d'avoir été très mal géré par son prédécesseur. Quelques semaines après sa prise de fonction, ayant un emploi du temps très chargé, notre nouveau ministre ne comprenait pas l'insistance de la directrice de l'administration et des moyens (nouvellement installée elle aussi dans

ce ministère) à vouloir lui faire part en urgence d'un problème particulier lié à un inventaire général qu'elle avait initié. Quand il finit par la recevoir, qu'elle ne fut sa surprise quand sa collaboratrice — très gênée au demeurant — lui annonça qu'elle n'arrivait pas à récupérer 17 voitures prises par le précédent ministre, voitures qu'il avait «oublié» de restituer !!!! Et dire que l'auteur de cet énorme «trou» dans le parc ministériel émergeait auprès de la mouvance dite islamiste. Je ne sais pas si toutes ces voitures ont pu rejoindre le parking gouvernemental : ce qui est sûr, c'est que certaines n'étaient plus en état de rouler...

D. H.

Non reconduit, un ministre tunisien rentre chez lui en... taxi !!!

Après avoir fait la passation avec son successeur et remercié ses collaborateurs et collaboratrices, un ministre tunisien, non reconduit dans le nouveau gouvernement, a préféré rentrer chez lui en taxi.

Kamel Ayadi (56 ans), ministre tunisien sortant, en charge de la Fonction publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la corruption, a remercié le 29 août dernier tous ceux qui ont collaboré avec lui, félicité son successeur Abid

Briki, à qui il a remis une série de projets de réforme en formant l'espoir qu'il poursuive les actions entreprises dans cette voie.

Avant de quitter le siège du ministère, il a insisté pour remettre les clés des voitures qui étaient mises à sa disposition et préféré quitter son bureau à pied.

La loi lui permet pourtant de garder sa voiture de fonction pendant 6 mois après la fin de ses fonctions. Mais pour donner l'exemple, il a préféré ne

pas bénéficier de ce droit. Ce geste, on l'imagine, n'a pas laissé indifférents les citoyens tunisiens, qui n'ont cessé, depuis, de lui rendre hommage et de louer les efforts qu'il a déployés durant son bref passage à la tête du ministère de la Fonction publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la corruption, pour réformer l'administration et la débarrasser de ses mauvaises habitudes : absentéisme, corruption, népotisme...



Photo : DR